

*Loi sur l'habitation*

**M. Basford:** Vous faites mieux d'approuver les allègements fiscaux pour que les entrepreneurs en fassent davantage.

**M. Gillies:** Proposez-nous en!

**M. Basford:** Beaucoup de parlotte et peu d'action.

**M. Gillies:** Quand allez-vous nous les présenter?

**M. Blenkarn:** On a dit que la spéculation immobilière avait gonflé les prix hors de proportions. En fait, seul le prix des terrains pouvant être viabilisés ou susceptibles de l'être assez rapidement ont atteint des chiffres hors de proportions au voisinage de nos grandes villes. Si d'autres terrains s'offraient rapidement sur le marché, il est probable que les propriétaires de terrains proches des villes ne seraient plus capables d'en extorquer de tels prix. Les prix offerts seraient moindres et les propriétaires seraient obligés de les réduire pour pouvoir vendre.

Si on parvenait à démontrer nettement que des terrains sont susceptibles d'être aménagés, les municipalités n'auraient aucune difficulté, surtout dans l'Ontario avec la loi d'évaluation, à imposer les terrains à leur valeur marchande; ce qui forcerait les spéculateurs à les vendre ou à les aménager. Aucun particulier ne devrait pouvoir exploiter le public en retardant indéfiniment la vente de terrains sans, au moins, être fiscalement pénalisés. Si, après l'octroi d'allocations d'infrastructure aux municipalités pour une partie du coût des aménagements, des terrains sont mis en vente, les prix tomberont. Le gouvernement devrait tenir compte sérieusement des requêtes que lui ont faites les provinces au cours de la conférence sur le logement de janvier dernier évoquée par le ministre.

En conclusion, je dirais qu'il est invraisemblable d'imposer les logements comme on le fait. Les produits alimentaires et même les ingrédients pour cocktails ne sont pas taxés. Si on doit imposer les logements, les recettes devraient en être ristournées à celles qui défrayent les aménagements, c'est-à-dire les municipalités et les provinces. Ce remboursement, ce financement des blocs de terrains auprès des municipalités et des provinces, feraient baisser le prix des terrains, le problème majeur. Le gouvernement fédéral a déclaré vouloir mettre 100 millions de dollars à la disposition des Canadiens pour l'achat de terrains. Monsieur l'Orateur, ce ne sont pas les terrains qui manquent au Canada. S'il est un pays au monde riche en terrains, c'est bien le Canada. Mais l'attitude du ministre à l'égard du logement se résume à ceci: concentrons, concentrons; construisons toujours en hauteur, entassons les gens et faisons du Canada une nouvelle Hollande. La solution réside non pas dans la concentration, la densité, mais dans la volonté arrêtée du gouvernement de formuler une politique saine s'inspirant du principe que mes enfants et les vôtres devraient avoir le droit d'acheter une maison et d'élever une famille.

**M. John Gilbert (Broadview):** Après avoir entendu le discours du député de Peel-Sud (M. Blenkarn), je me demande si je dois rire ou pleurer. Les choses vont déjà assez mal les libéraux étant au pouvoir, mais grand Dieu! que serait-ce si les conservateurs s'y trouvaient: c'est à faire frissonner.

**Des voix:** Bravo!

**M. Gilbert:** Le député prétend que les libéraux ont le problème de la densité. Les conservateurs ont celui de la stupidité. Le député nous ferait croire que les habitants de l'Ontario sont les mieux logés au monde. N'oublions pas,

monsieur l'Orateur, que bien des Ontariens n'auraient pas d'endroit où poser la tête si le gouvernement fédéral n'avait pris des initiatives vigoureuses dans le domaine du logement social. Même aujourd'hui, la liste d'attente pour ces logements à Toronto compte 18,000 noms environ. Malgré cela, le député prétend que tout va bien en Ontario parce que les terrains sont contrôlés par des lotisseurs privés qui ont leurs propres réserves. Il nous dit: n'intervenez pas dans les affaires de ces messieurs car si vous les laissez participer aux réserves privées de terrains les prix dégringoleront. Quelle absurdité! Voilà ce que je tenais à dire à la Chambre sur ma réaction au discours du député de Peel-Sud.

Hier soir, j'entendais le ministre pontifier sur les propositions du gouvernement concernant le logement. Il a parlé dans un style ampoulé, avec une solennité biblique qui m'a presque donné l'illusion qu'il descendait du mont Sinaï avec de nouvelles tables de Loi pour fonder la nouvelle Jérusalem du logement au Canada. Je me rends maintenant compte, après avoir lu ses propos, qu'il n'en est rien. Je vois bien où il veut en venir. Premièrement, il se livre à des tours de passe-passe. Deuxièmement, il joue aux charades en ce qui concerne les besoins des Canadiens en matière de logement. Pourquoi dis-je qu'il fait des tours de passe-passe? On parlait toutefois de rénovation urbaine. Il parle maintenant du NIP, le programme d'amélioration de quartiers. Il était question autrefois de l'amélioration des maisons. Il parle maintenant du RAP, programme d'aide à l'achat de propriétés domiciliaires. On parlait autrefois de l'aide à l'achat de maisons. Pour le ministre, c'est l'AHOP: programme d'aide pour l'accession à la propriété domiciliaire. Je suppose évidemment que tout cela fait bon effet, que cela fait savant. Mais ce ne sont que des tours de passe-passe.

Le ministre joue aussi aux charades. On ne saurait critiquer le principe énoncé dans le rapport du comité Hellyer, d'après lequel tous les Canadiens ont droit à un logement propre et chaud, non plus que la déclaration du Conseil canadien du développement social, d'après lequel chacun peut exiger un logement en vertu d'un droit humain fondamental, qu'il ait ou non les moyens d'en payer le prix.

• (1500)

Tels sont les principes élaborés dans l'ensemble du pays et hier soir, le ministre a renchéri en disant que son gouvernement visait à fournir des logements satisfaisants à un prix raisonnable et que c'était l'objectif social qu'il incombe au gouvernement de réaliser. Nous ne pouvons pas contester ce principe, mais nous pouvons trouver à redire à la façon d'agir du gouvernement. Nous nous souvenons qu'en 1968, lorsque les libéraux sont revenus au pouvoir et ont établi le groupe d'étude Hellyer, le thème en vogue à l'époque était celui de la grande démocratie de participation. Le député de Trinity (M. Hellyer), le député actuel de Don Valley (M. Gillies), Robert Campeau et deux autres personnes avaient parcouru le pays pour savoir quels étaient les besoins des Canadiens en matière de logement. Je voudrais citer quatre conclusions ou recommandations émanant de ce groupe.

Tout d'abord, il avait déclaré que le secteur privé pouvait fournir aux Canadiens les logements dont ils avaient besoin. C'est tout à fait faux. S'il en était ainsi nous n'aurions pas d'organismes tels que la SCHL, l'Ontario Housing Corporation et de nombreuses autres sociétés d'habitation établies au Canada qui s'occupent de nos besoins dans le domaine de l'habitation. Deuxièmement, il